



Le vrai prix des bonnes choses



OLIVIER
PRODUCTEUR DE POMMES

**100 %
DE NOS POMMES
FRANÇAISES SONT
AGRÉÉES VERGERS
ÉCORESPONSABLES**

Pommes bicolores
Prix normal pour 2 kg : 2,69 €
(1 kg = 1,35 €)
Catégorie 1
Calibre 115/135 g
Variété: Joburn, Fuji, Gala
ou Braeburn

Offre valable du mercredi
3 au samedi 6 avril

-25% SUR LE PRIX AU KILO

2.99
Le sachet de 3 kg
1 kg = 1,00 €



PLUS D'INFORMATIONS SUR LIDL.FR ET LAPOMME.ORG

LE JOURNAL TOULOUSAIN



COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR **1€**

Grand angle p.9
PLAN LOGEMENT
D'ABORD : UN BILAN
MITIGÉ

Politique p.12
ARCHIPEL CITOYEN
POURSUIT SON PROCESSUS
DE COCONSTRUCTION

MÉDIA DE SOLUTIONS

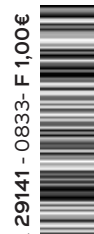
JEUDI 04 > 10 AVRIL 2019 • N° 833

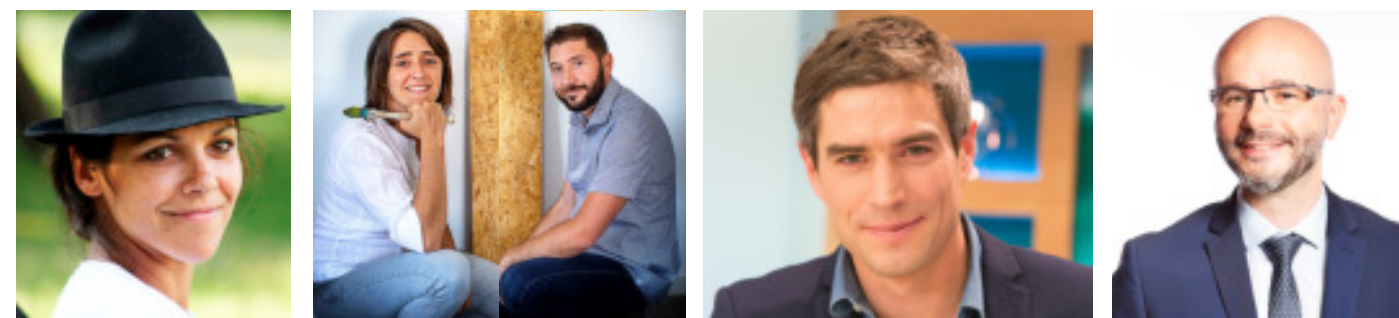
3^{ème} ÉDITION *Trophées des*
SOLUTIONS

Jeudi 18 avril
CCI Toulouse
2 rue Alsace Lorraine
TOULOUSE

CCI TOULOUSE
HAUTE-GARONNE

R 29141 - 0833 - F 1,00€





**ILS SONT
NOS SOLUTIONS**



C'EST L'HISTOIRE DE RÉCOMPENSES... bien méritées

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire :
1123 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas Be-
laubre, Séverine Sarrat et Salomé Dubart.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarnous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2019 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Déjà trois ans que le JT décerne les Trophées des solutions aux plus belles initiatives environnementales, sociales ou sociétales de la région toulousaine. Trois ans d'un journalisme nouveau pour les membres de la rédaction, à la recherche de tout ce qui peut rendre service aux gens et à la planète. Avec la volonté de mettre en lumière ceux qui font bouger les lignes pour en inspirer d'autres. Comme lors des précédentes éditions, les nommés 2019 ont fait l'objet d'un article dans l'un de nos cinquante derniers numéros. Des associations, des citoyens, des coopératives, des entreprises, des collectivités ou des organismes publics qui se battent pour la transition écologique, l'aide aux plus démunis ou pour changer la société. Des femmes et des hommes qui font avancer le monde à leur échelle. La sélection n'a pas été évidente, tant l'année écoulée a été riche d'actions originales, engagées et concrètes. Ils sont nos solutions. Un jury indépendant, composé de personnalités proches de l'économie sociale et solidaire, de responsables de collectivités locales et d'acteurs économiques, aura la lourde tâche de les départager. Les noms des lauréats des Trophées des solutions 2019 seront dévoilés le jeudi 18 avril à la Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse.



La rédaction

TOUT ÉQUIPÉ, TOUT INCLUS, TOUT DE SUITE⁽¹⁾

Renault KANGOO
Extra R-Link

À PARTIR DE
159 € HT / MOIS⁽²⁾

CRÉDIT-BAIL MAINTENANCE SUR 60 MOIS/100 000 KM
1^{er} LOYER DE 3 250 € HT⁽³⁾
SOUS CONDITION DE REPRISE



Du 1^{er} au 10 avril,
LES JOURS
RENAULT PRO+ | 1 KIT
HABILLAGE BOIS
OFFERT⁽³⁾

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT KANGOO EXPRESS EXTRA R-LINK dCi 90 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE, PACK STYLE PLUS ET PORTE LATÉRALE GAUCHE COULISSANTE
À 174 €/MOIS, AVEC UN PREMIER LOYER MAJORÉ DE 3 626 € SOUS CONDITION DE REPRISE.⁽⁴⁾

(1) Dans la limite des 2 000 Renault KANGOO EXTRA R-LINK en stock dans le réseau Renault. (2) Exemple de Crédit-Bail Maintenance sur 60 mois pour un Kangoo Extra R-Link dCi 75 au prix remis de 10 744 € HT, soit une remise de 8 856 € HT (incluant la prime Renault de 1 000 € HT sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans et la prime de 800 € HT pour toute commande immatriculable avant le 30/04/2019), par rapport au prix tarif conseillé n° 2209 du 04/12/2018 de 19 600 € HT, soit un premier loyer de 3 249,07 € HT, puis 59 loyers de 158,98 € HT comprenant la garantie et l'entretien pour 60 mois et 100 000 km, l'assistance au véhicule et aux personnes, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau. En fin de contrat, option d'achat finale de 1 074,40 € HT. Le montant de la reprise servira à solder votre crédit-bail. Coût total en cas d'acquisition de 13 835,13 € HT. (3) (4) Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac, SA au capital de 647 265 600 € - établissement de crédit et intermédiaire en assurances - siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny - N° ORIAS : 07 004 956 - www.orias.fr. Assistance souscrite par Diac auprès d'AXA Assistance France Assurances, SA au capital de 24 099 560,20 €, entreprise d'assurance régie par le code des assurances, SIREN 451 392 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, site 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. Offres non cumulables réservées aux artisans, commerçants, sociétés (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), valables du 01/04/2019 jusqu'au 10/04/2019 dans les points de vente participants, intermédiaires non exclusifs. (5) Kit Habillage Bois Premium offert, comprenant un plancher bois, des passages de roues et périphériques pour tout utilitaire transport fermé, d'une valeur de 485 € HT, hors pose. Produit homologué Renault. Offre valable pour toute commande passée entre le 1^{er} et le 10 avril, dont la livraison intervient avant le 30 septembre 2019.

La Mairie DE BLAGNAC

La commune de Blagnac a signé une convention avec le Marché d'intérêt national (MIN) afin d'acquérir des terres agricoles pour les rétrocéder aux producteurs. Le but : dynamiser l'installation d'agriculteurs sur la zone des Quinze Sols, dont 45 hectares ont déjà été préemptés. « Il s'agit de réserver ces terres à l'implantation de producteurs qui permettront à cet espace de retrouver une vocation maraîchère et qui alimenteront le MIN », explique Maguelone Pontier, directrice du marché de gros toulousain.

L'accès au foncier étant l'un des principaux verrous à l'installation de nouveaux exploi-

tants, cette convention permettra notamment à de jeunes agriculteurs de se lancer plus facilement. Au travers d'un appel à projets et d'un cahier des charges favorisant le maraîchage biologique, les candidats bénéficieront de cinq hectares pour cultiver des fruits et légumes, essentiellement. Pour le MIN, ce partenariat offrira la possibilité d'alimenter les grossistes, les restaurateurs et les commerçants en denrées locales de qualité. Et pour les producteurs, c'est l'assurance d'un débouché pour leurs marchandises. Plusieurs groupes de travail ont été créés autour de la mutualisation des collectes et de la livraison ur-



© Mairie de Blagnac

baine ou encore sur les différents moyens d'inscrire le projet dans une économie circulaire avec, entre autres, la mise en place d'une unité de méthanisation. Les premières exploitations devraient pouvoir s'installer d'ici fin 2019.

It

ENVIRO

ETHIKIS

La coopérative toulousaine Ethikis a créé Longtime, le premier label européen contre l'obsolescence programmée. Ce dernier indique au consommateur que l'objet qu'il achète est fabriqué pour durer et économiquement réparable. Des informations cruellement absentes des étiquettes : « Mis à part la marque, le prix et le discours du vendeur, nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur la qualité d'un produit », constate Florent Preguesuelo, cofondateur d'Ethikis. Électroménager, électronique, ameublement, matériel de loisirs, téléphonie, bricolage, trottinette... Pour apposer le logo Longtime, les fabricants doivent se soumettre à un audit effectué par un organisme indépendant, qui prend en compte 40 facteurs de robustesse, de garantie ou de service après-vente. « Ils valorisent ainsi leur savoir-faire, exposent leurs méthodes de travail et montrent qu'ils respectent leurs engagements de qualité », poursuit Florent



© DR

Preguesuelo. Ce dernier rappelle que la consommation de matières premières dépasse les 60 milliards de tonnes par an dans le monde : « Se procurer un bien dont la durée de vie est allongée limite l'usage des ressources de notre planète et permet de sortir du tout jetable et du gaspillage. » Un premier catalogue de produits estampillés Longtime devrait être disponible d'ici la fin du semestre.

longtimelabel.com

TERROÏKO

Créée en septembre 2012 par deux docteurs en écologie, Catherine de Roince et Sylvain Moulherat, TerrOïko, qui signifie "territoire et lieu de vie", est une start-up qui œuvre pour la préservation de la biodiversité. Cette société spécialisée dans le transfert de technologies et la transition numérique développe des outils et services pour le marché de l'ingénierie écologique. En 2017, elle a lancé SimOïko, la première plateforme de simulation de la biodiversité. Ce dispositif ambitieux, qui a nécessité une très lourde phase de recherche, consiste à mimer le comportement d'espèces animales et étudier l'impact de projets d'aménagements



LE 100^e SINGE

Reconversions professionnelles massives, explosion du nombre d'auto-entrepreneurs, nomadisme, burn-out... Le travail connaît une véritable révolution. C'est pour le réinventer qu'est né le projet du 100^e Singe. Depuis plusieurs mois, un collectif a donc investi une ancienne ferme lauragaise, entourée de sept hectares de champs à Belberaud, à 20 minutes de Toulouse, pour élaborer un tiers-lieu d'un nouveau genre. L'originalité du concept est de mettre à disposition dans un même espace, des bureaux partagés, une ferme maraîchère en permaculture ainsi que des microparcels tests de 2 000 à 5 000 m² chacune pour permettre à des néo-agriculteurs d'éprouver la viabilité de leur projet, tout en bénéficiant d'outils

mutualisés et d'un accompagnement allant jusqu'à la recherche de réseaux de distribution. L'objectif est aussi de mettre ces projets d'économie collaborative et d'agriculture durable en lien avec le grand public via des événements et des formations. Tous les mercredis de mars à décembre, un marché est notamment organisé avec les denrées produites sur place. Véritable laboratoire, le 100^e Singe fourmille de nouvelles idées comme celle de créer une table d'hôtes qui proposera une cuisine locale zéro déchet. La structure espère ainsi faire des émules et voir naître des espaces similaires tout autour de Toulouse, pour rapprocher lieux de travail et de vie.

le100esinge.com



© DR

NNEMENT

Jt

CITOY'ENR

humains sur les écosystèmes. L'outil permet ainsi de limiter les risques de collision avec la faune sauvage lors de la construction d'un réseau de communication ou d'intégrer les besoins vitaux de ces animaux aux projets de développement urbains. TerrOïko fournit ses solutions aux collectivités ou aux entreprises. SNCF Réseau a notamment utilisé la technologie de simulation pour identifier les endroits les plus exposés au risque de collision entre trains et grands gibiers en Nouvelle-Aquitaine. L'équipe se compose de six personnes : docteur, ingénieur, économiste, informaticien, écologue-géographe et agronome, qui travaillent en lien avec les universités et les laboratoires.

terroiko.fr

Citoy'enR produit de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques installés sur des bâtiments publics ou privés de Toulouse. Fondée en 2015, cette coopérative d'intérêt collectif accueille sans cesse de nouveaux citoyens investisseurs. Elle est aujourd'hui détenue par 330 habitants de l'agglomération, qui y ont apporté au total près de 110 000 euros : « À l'échelle individuelle, une part de capital de 50 euros permet de produire plus de 100 kilowatts-heures (kWh) par an pendant vingt ans, soit la consommation annuelle d'un ordinateur de bureau tous les ans sur la période », explique Benjamin Toullec, le président de Citoy'enR. Les collectivités jouent le jeu en mettant à disposition des toitures de crèches, d'écoles ou de gymnases. Une demi-douzaine d'installations sont déjà en service — à Muret, à Fonsorbes, à Tournefeuille



© Franck AIX/JT

et à l'Union — et deux sont en construction à Blagnac. Les emplacements de huit autres ont été sélectionnés, dont, à Toulouse, le centre de tri des déchets ménagers de Sesquières, le groupe scolaire Littre ou le domaine de Candie. La Métropole prête ainsi à Citoy'INR près de 2 000 m² de tuiles et vient d'entrer à son capital, à hauteur de 20 000 euros.

L'énergie produite est ensuite réinjectée dans le réseau et rachetée par EDF à un tarif préférentiel. Un système gagnant-gagnant qui permet « de savoir d'où est issue l'électricité que l'on

consomme », conclut Benjamin Toullec.

citoyenr.org

Le CARILLON

Réseau solidaire local à destination des personnes sans domicile déjà présent à Paris, Lyon ou Bordeaux, Le Carillon s'installe à Toulouse. Il propose aux commerçants d'ouvrir leurs portes pour permettre à ceux qui en ont besoin de bénéficier gratuitement de petits services tels un verre d'eau, une trousse de secours, une prise électrique ou des toilettes. Une quinzaine de vignettes représentant les services en question, en blanc sur fond bleu, tiennent ainsi les SDF informés des différentes prestations offertes par les commerçants volontaires, comme recharger son téléphone, accéder à Internet, passer un appel d'urgence ou simplement entrer pour discuter un moment. 25 magasins sont concernés à Toulouse : 22 dans le quartier de Saint Cyprien et trois dans celui de Saint-Aubin et Maren-go. « L'idée est de pouvoir développer le réseau dans toute la ville », indique Morgane Pagès, directrice de La Cloche Toulouse, l'association à l'origine de l'initiative. « Notre démarche se base sur le lien social. Le but est d'impliquer autant les commerçants que les habitants et les personnes sans domicile ». Le Carillon encourage ainsi ces derniers à devenir ambassadeurs. Ils peuvent alors sensibiliser le voisinage sur la manière d'aborder les SDF ou diffuser l'information auprès de leurs compagnons d'infortune et les inciter à pousser la porte d'une boutique.



lecarillon.org/toulouse

It

SO

LE RESTÔ des Lacs

La société SAS du Volvestre, créée par l'Association des jeunes handicapés (AJH) de Lahage, près de Rieumes, a été conçue comme une passerelle entre le milieu médico-social et celui de l'emploi. En avril 2018, elle a racheté le RestÔ des Lacs à Peyssies (Haute-Garonne) pour permettre à ses bénéficiaires d'accéder au monde du travail. Du dressage à l'encaissement, huit personnes handicapées sont salariées dans cette cantine populaire. « Dans le cadre du parcours de professionnalisation, nous avons mis en place un restaurant d'application, une fois par mois, qui a donné envie à certains d'exercer dans ce secteur. Or, comme il s'est avéré compliqué de trouver des employeurs, nous avons

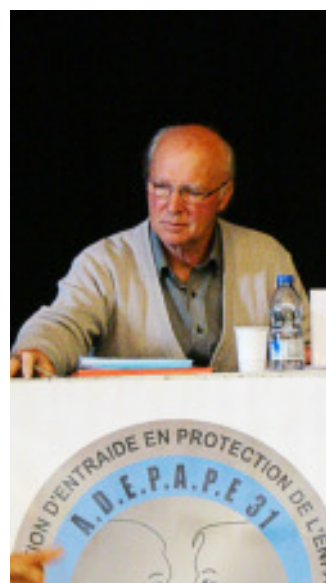
décidé de fonder la structure nous-mêmes », raconte Florence Pena, monitrice principale d'atelier, à l'origine de ce programme unique avec Didier Gaillard, le directeur. L'intérêt de l'initiative est ainsi de démontrer que, dans un secteur en tension, soumis au turn-over, s'ouvrir aux travailleurs handicapés peut être une solution fiable. Tandis que ces derniers gagnent en autonomie dans un environnement qui ne les stigmatise plus. Forte de son succès, la structure compte lancer un deuxième restaurant à Rieumes et envisage une activité de traiteur à base de produits bio et locaux. Toujours afin d'offrir davantage de débouchés aux travailleurs handicapés et de faire reculer les préjugés.

www.esat-ajh.fr/le-resto-des-lacs-peyssies



ADEPAPE 31

L'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance de Haute-Garonne (Adepape 31) est une organisation fondée il y a plus de 80 ans par des pupilles de l'État. Des "enfants de la Ddass", comme ils se nomment eux-mêmes, qui ont eu la chance de s'en sortir et souhaitent accompagner à leur tour les jeunes majeurs quand ils perdent, parfois brutalement, le droit aux mesures de protection de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). « Il y a un manque de préparation à la transition. On ne peut pas dire à des enfants, du jour au lendemain : "Maintenant tu as 18 ans donc, tu es autonome" », déplore Claude Le Merrer, vice-président de l'associa-



Sens dessus DESSOUS



L'association Sens dessus dessous veut rendre le 7^e art accessible à tous. Ses membres bénévoles réalisent des versions de films pour sourds et malentendants (VSM), un sous-titrage particulier qui permet d'intégrer les bruits, la musique ou les dialogues hors champ, grâce à un code couleur. « Nous nous sommes fixés trois missions : adapter les films, développer et diffuser le cinéma "pi sourd", c'est-à-dire des productions dont le thème est en rapport avec la culture sourde ou qui sont réalisées par des sourds et enfin multiplier les espaces de rencontre et d'expérimentation entre sourds et entendants autour du cinéma », détaille Corentin

Charpentier, le président de l'association. Celle-ci se charge aussi de la création de supports de communication en langue des signes et prodigue des conseils logistiques. « Nous espérons d'abord faire germer chez les sourds l'idée que le cinéma leur est ouvert, afin qu'ils puissent s'approprier une vraie culture cinéphile », insiste Corentin Charpentier. Ce dernier milite également pour que des interprètes soient présents durant les festivals, notamment lors des rencontres avec les réalisateurs ou les invités. Sens dessus dessous accompagne ainsi des événements comme Cinélatino, les soirées mensuelles des Vidéophages ou le festival Résistance de Foix.

sensdessusdessous.org

CIAL

It

tion et lui-même ancien pupille. Composée de bénévoles, la structure aide les jeunes qui viennent à leur rencontre à gagner leur indépendance.



Coup de pouce pour accéder à un logement, complément de bourses pour les études, banque alimentaire, financement du permis de conduire ou de soins médicaux, les champs d'action sont nombreux. Les relations humaines sont au cœur de ce projet solidaire qui affirme apporter le même soutien qu'une famille. « Les bénéficiaires ont notre numéro de téléphone personnel. La porte ne se ferme jamais », assure le bénévole. Trois jours par semaine, une permanence offre la possibilité à des jeunes

en difficulté, sur simple présentation d'un document attestant de leur parcours au sein de l'ASE, de trouver une oreille attentive et compréhensive.

adepape31.wixsite.com

LE GARAGE pour tous

Réparer, louer ou acheter une voiture à moindre prix. Le Garage pour tous s'est donné pour mission de lutter contre l'exclusion sociale des personnes à faibles ressources. « Nos services s'adressent à celles et ceux qui ont des difficultés économiques, afin qu'ils ne restent pas bloqués », confirme Raymond Gleyses, le président de l'association. Il y a huit ans, plutôt que de partir à la retraite, cet ancien carrossier et chef d'atelier s'est lancé dans l'aventure solidaire, soutenue financièrement par la mairie de Toulouse. Grâce à elle, les tarifs du Garage pour tous défient toute concurrence, à moins de 40 euros l'heure de main d'œuvre. « Il s'agit d'un secteur non marchand de l'automobile », précise Raymond Gleyses.



En 2018, en partenariat avec le Fonds d'action sociale du travail temporaire, l'homme a mis en place un système de location de voiture à cinq euros par jour pour les intérimaires : « Ils peuvent passer par leur agence ou venir directement chez nous avec leur contrat de mission », explique Raymond Gleyses, qui met à disposition un parc de 20 véhicules. L'association compte depuis sa création plus de 2 700 adhérents, dont près des deux tiers bénéficient de minima sociaux. Surtout, le Garage pour tous accueille en permanence une vingtaine de salariés en insertion, dont plus de la moitié retrouve ensuite un emploi ou s'engage dans une formation diplômante.

garagepourtous.fr

Rallumons L'ÉTOILE

Collectif de citoyens inquiets de l'engorgement de plus en plus important de la Métropole, Rallumons l'étoile explore depuis deux ans le potentiel du réseau ferroviaire existant, en vue de créer un RER toulousain. Sans s'opposer au projet de troisième ligne de métro, il estime que ce dernier ne sera pas suffisant. « Afin de véritablement endiguer les embouteillages, il manque un échelon dans la vision actuelle : le train », prévient Benoît Lanusse, coordinateur de Rallumons l'étoile. Depuis un an et demi, les partisans de ce réseau de trains express ont élaboré un schéma semblable au modèle parisien et à celui de nombreuses métropoles européennes. Le projet est en apparence simple : s'appuyer sur le maillage existant en augmentant à la fois la cadence des trains et leur capacité. Surtout, l'idée est de leur faire traverser la ville de part en part, contrairement à la situation actuelle où ils s'arrêtent soit à Matabiau, soit dans les gares périphériques. Pour démontrer la pertinence de son projet, le collectif compte avancer pas à pas et a mis au point une démarche autant pédagogique que pragmatique. « La plupart des infrastructures sont là et l'on peut imaginer à l'horizon 2021 une ligne reliant Castel-

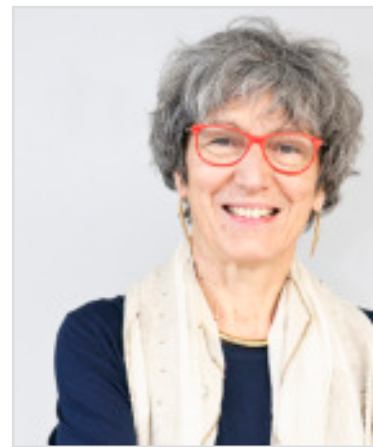


nau-d'Estretfonds au Nord, à Baziège au Sud, avec des départs toutes les heures. » Le 15 décembre dernier, un train inaugural spécialement affrété pour l'occasion a parcouru ce trajet afin de fédérer un maximum de citoyens, d'entreprises et d'élus.

rallumonsletoile.fr

Le Codev

Conseil de développement de la métropole, le Codev de Toulouse est un laboratoire d'idées composé de 200 bénévoles issus de la société civile, représentants économiques, sociaux, culturels, scientifiques ou associatifs. Cette structure, émanant de la loi Voynet de 1999 — il en existe dans chaque intercommunalité de plus de 20 000 habitants — est destinée à renforcer la démocratie participative. Ainsi, elle n'a pas attendu le Grand débat national pour tenter d'associer les citoyens à sa réflexion. « Le rôle des Codev est de proposer une vision à moyen et long terme susceptible d'éclairer les prises de décisions. Mais, à Toulouse,



It

SOC

Respect

En collaboration avec le CHU de Toulouse, des chercheurs du Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (Laas-CNRS) ont mis au point une semelle intelligente qui pourrait transformer le quotidien des seniors assurant un repérage précoce des premiers signes de dépendance. Élaborées dans le cadre du projet Respect, ces semelles sont équipées d'un dispositif électronique miniature permettant de collecter des données sur l'activité du patient, en particulier sur sa vitesse de déplacement, la distance parcourue ou encore sur la variation de son poids. « Ces éléments, tant ils sont corrélés au risque de mortalité ou d'entrée dans la dépendance, devraient être considérés comme une constante vitale, au même titre que la fréquence cardiaque ou la pression artérielle », explique Antoine Piau, gériatre au CHU de Toulouse.

Les données recueillies sont ensuite transmises au médecin qui peut alors être alerté rapidement sur le risque de perte d'autonomie de son patient et adapter un programme de prise en charge. Des capteurs de mouvements, une unité d'analyse, une batterie, un économiseur d'énergie, une antenne radio pour diffuser les résultats et une mémoire tampon composent cette structure souple de 2,5 millimètres d'épaisseur qui tient dans une chaussure. « Contrairement à un podomètre, nous ne prenons pas en compte les pas entre le frigo et le fauteuil, mais uniquement la marche efficace », souligne le médecin. Une soixantaine de seniors ont testé ces semelles innovantes qui devraient être prochainement commercialisées.



cela fait plus d'un an que nous allons au-delà de ces missions en programmant des cafés-débats. Nous ne voulons pas être une chambre déconnectée de la population », explique le conseil.

Lieu d'expertise citoyenne, le Co-dev publie également des études et rend des préconisations à propos de l'aménagement et du développement de la métropole toulousaine. Il s'organise en groupes de travail sur l'environnement, l'économie, le tourisme, l'urbanisme, l'emploi ou la mobilité. Défini comme un organe consultatif, le conseil peut être saisi par le président de Toulouse Métropole, ou bien s'autosaisir de toutes questions relatives aux politiques publiques locales.

codev-toulouse.org

POLITIZR

Véritable réseau social, Politizr organise le dialogue entre les élus et leurs administrés, chacun pouvant interpellier, donner son point de vue ou expliquer sa démarche. « Il s'agit de remettre le citoyen au cœur du débat et de faire en sorte que les politiques détaillent leurs actions et assument leurs responsabilités », ajoute Lionel Bouzonville, cofondateur de la jeune pousse, née il y a trois ans. L'idée est le fruit d'un constat : « Sur le Web, les seuls sites qui abordent des sujets de politique restent ceux des partis et des médias. Il n'existait pas d'outil numérique permettant de discuter de politique au sens large », rappelle-t-il.

Rédaction, suivi, notation, commentaires et partage de contenus, l'interface de Politizr facilite les échanges. Inscrite dans la démarche de l'économie sociale et solidaire et du Mouvement des entrepreneurs sociaux, la plateforme revendique sa neutralité et



son indépendance. Sans publicité, elle est gratuite, son modèle économique étant basé sur la vente de services payants à destination des collectivités ou des candidats aux élections et à la mise à en place de dispositifs de consultations publiques. Ces derniers mois, Lionel Bouzonville ne chôme pas : « Il existe aujourd'hui une volonté d'expression bouillonnante que notre application permet de prolonger de manière constructive. »

politizr.com

Jt

IÉTAL

RAP, Résistance à l'agression publicitaire



Le Rap est né il y a plus de 25 ans pour « lutter contre le système publicitaire et ses effets négatifs ». Dans son manifeste, le collectif indique que « chaque personne reçoit en moyenne entre 500 et 3 000 messages promotionnels par jour et qu'entre 300 et 500 milliards de dollars sont dépensés à cet effet chaque année dans le monde, soit le deuxième budget après celui de la Défense ». Selon le Rap, la publicité propage des idéologies néfastes, génère de la violence et crée de faux besoins. « En poussant à une consommation superflue et futile, elle contribue

à l'épuisement des ressources et au rejet de déchets aussi polluants que coûteux. » Les militants du Rap, dont la direction est collégiale, préfèrent rester anonymes. Ils s'en prennent d'abord au million de panneaux publicitaires du pays. Lancée en 2013, l'antenne locale toulousaine organise ainsi tous les mois des actions non violentes et sans dégradation, dans un cadre légal. Sur les slogans des marques sont apposées des formules-chocs, et les affiches sont détournées, barbouillées ou remplacées par d'autres. Pour toucher le plus large public et « pour que n'importe qui puisse émettre son propre message », des ateliers participatifs sont même ouverts aux Toulousains. Le collectif, qui se mobilise aussi contre la multiplication des écrans publicitaires numériques, est à l'origine de la Journée mondiale contre la pub, fixée le 25 mars.

GRAND ANGLE

PLAN LOGEMENT D'ABORD : la Fondation Abbé Pierre fait le point à Toulouse

ÉTAPE. La Fondation Abbé-Pierre a profité de la présentation à Toulouse de son rapport annuel sur le mal-logement pour faire le point sur le déploiement du plan Logement d'abord, que la ville expérimente. L'institution regrette une mise en œuvre timide et un manque de moyens.

4 millions de personnes mal logées, 12 millions en situation de fragilité par rapport à leur habitation (difficultés de chauffage, impayés de loyers...). Soit près de 15 millions de Français touchés au total. La Fondation Abbé Pierre a présenté jeudi 28 mars, dans les locaux du Conseil départemental son rapport annuel sur l'état du mal-logement en France. L'occasion de dresser un premier bilan du plan Logement d'abord, dans une ville qui expérimente sa mise en œuvre accélérée. Pour rappel, ce dispositif inspiré des programmes Housing first, apparus aux États-Unis dans les années 1990, entérine le principe d'accès direct des grands précaires sans-abris au logement stable, plutôt qu'un parcours en escalier à travers toutes les strates de l'hébergement. « Nous sommes totalement favorables à cette philosophie digne et efficace et avons poussé à sa mise en place. Il est trop tôt pour tirer un jugement définitif, mais le déploiement est assez lent et se heurte à de nombreux obstacles », confie Sylvie Chamvoux, directrice régionale de la fondation. Le premier d'entre eux étant un contexte politique et social défavorable. En effet, à côté du plan Logement d'abord, d'autres décisions structurelles ont brouillé les pistes comme la baisse des aides au logement (APL). « Les fameux 5 euros qui ont tant fait parler ne repré-



sentent que 10 % des coupes réelles prévues. Ajoutées à la ponction budgétaire sur les organismes HLM, ces mesures vont grandement fragiliser la production de logements sociaux », assure Manuel Domergue, directeur des études de l'institution. En Occitanie, le plan gouvernemental se confronte aussi à une très forte tension sur l'accès au logement et à l'hébergement. La Fondation Abbé-Pierre décrit ainsi une région

« Le déploiement du plan Logement d'abord se heurte à de nombreux obstacles »

sous-équipée en termes de logements sociaux, qui représentent 10 % de l'ensemble des résidences principales. Une part qui dépasse les 16 % en France. 145 000 dossiers étaient également en attente au 31 décembre 2018 pour un parc qui en comprend au total 289 000. De même, en 2017, 30 000 personnes ont formulé une demande d'hébergement d'urgence aux Services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO) de la région, soit une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. Enfin, en Occitanie, seulement un appel au 115 sur dix est décroché, sans forcément aboutir à une réponse favorable.

« À l'image d'autres territoires, Toulouse est correctement mobilisée et s'engage notamment sur la résorption des bidonvilles. Mais les objectifs sont en gé-

ral trop modestes et les moyens mis en place par l'État et les collectivités, soumises aux pactes financiers, sont insuffisants à ce jour », ajoute Sylvie Chamvoux. En ce qui concerne le parc privé, la pratique d'intermédiation locative prévue dans le plan Logement d'abord, qui consiste à louer des appartements à des associations qui elles-mêmes les louent à des sans-abris, se heurte à un manque de biens mis à dispositions des Agences immobilières à vocation sociale (AIVS). Estimant que la « France ne peut continuer à expérimenter à petite échelle des solutions qui partout dans le monde font leurs preuves », la Fondation Abbé-Pierre appelle ainsi à un financement supplémentaire immédiat du plan Logement d'abord.

Nicolas Mathé ✍

À LA LOUPE

Les facultés toulousaines "ASPIE-FRIENDLY"

PARTIEL. Le projet "Construire une université Aspie-friendly" est lancé. Coordonné par l'université fédérale de Toulouse, il vise à remodeler les dispositifs d'accueil au sein des facultés des étudiants atteints d'autisme.



Ils sont appelés "Aspies". Ils sont autistes, sans déficit intellectuel. Et pourtant, peu d'entre eux fréquentent les campus français. Car leur scolarité dans l'enseignement supérieur s'apparente à un véritable parcours du combattant. « Les travaux de groupe, les amphithéâtres trop bruyants, les intitulés d'évaluation qui réclament la compréhension de l'implicite, sont tant de variables qui perturbent les Aspies et rendent leur poursuite d'études quasiment impossible », fustige Thibault Rapin, chef du projet "Construire une université Aspie-friendly". De l'accueil à l'accompagnement de ces élèves, « tout doit être retravaillé, le fonctionnement des universités doit changer », confirme-t-il. L'objectif à terme est de « proposer un parcours individualisé à chaque étudiant avec autisme ».

10 ans. C'est le délai accordé à l'université fédérale de Toulouse, porteuse du projet, pour bâtir des facultés inclusives. L'institution a déjà créé un réseau regroupant 25 établissements au niveau national, dont l'intégralité des campus toulousains qui s'engagent dans un processus de sensibilisation à l'autisme. Un centre de ressources pour l'accompagnement des Aspies est également en pleine élaboration. Pour Thibault Rapin, cet outil « permettra à chaque professionnel, entreprise et université de trouver des solutions qui leur sont adaptées ». Exclusivement numérique, il doit donner des réponses rapides face aux situations à problème, via son contenu vidéo et ses exemples concrets. Enfin, des partenariats ont été développés avec les groupes Thales, Microsoft et Hewlett Packard, qui ont apposé leur signature sur la charte "Aspie-friendly", promesse d'accueil des futurs autistes diplômés dans leurs établissements.

Salomé Dubart ✍

ET MAINTENANT ?

Val Tolosa : les opposants SUR LE QUI-VIVE

SUSPENSION. Les représentants du collectif "Non à Val Tolosa" ont successivement été reçus par le cabinet du ministre de la Transition écologique et par les services du préfet de la Haute-Garonne. L'occasion de sonder leurs intentions et de maintenir la pression.

Les opposants au projet de centre commercial et de loisirs Val Tolosa, prévu à Plaisance-du-Touch, ont remporté plusieurs batailles en 2018 mais n'ont pas encore gagné la guerre. Dernière victoire en date : l'annulation par le tribunal administratif de Toulouse en septembre, de l'arrêté préfectoral de dérogation au déplacement d'espèces protégées. Une autorisation indispensable à l'exécution des travaux et qui pourrait, selon Pascal Barbier, le coprésident de Non à Val Tolosa, entraîner une annulation du permis de construire. Le jeudi 28 mars, le collectif a donc rencontré les services du nouveau préfet pour faire le point et s'enquérir de sa position sur le dossier.

« Nous souhaitions savoir si une demande récente de dérogation avait été déposée », explique le militant, qui s'inquiétait que le promoteur Unibail-Rodamco-Westfield profite du changement de préfet pour relancer la procédure. « Les services nous ont confirmé qu'il n'y avait pas eu de démarche engagée auprès de leur administration. Par ailleurs, ils nous ont garanti que l'État entérinerait et appliquerait les décisions de justice. Il n'y a donc pas de raison qu'ils accordent une dérogation qui a déjà été refusée par deux fois », analyse-t-il. Selon lui, seuls un remaniement profond du projet et l'obtention d'un nouveau permis de construire pourraient désormais justifier l'aval des tribunaux. « Il n'y

a officiellement pas d'intérêt public majeur reconnu pour ce projet. Il est donc peu probable que la justice revienne là-dessus », argumente l'opposant.

« Nous avons pris acte de la décision du tribunal administratif. Cette dérogation avait pourtant été délivrée avec l'avis favorable de deux commissions nationales de protection de l'environnement, chacune composées d'éminents

« Il n'y a officiellement pas d'intérêt public majeur reconnu pour ce projet »



© DR

spécialistes », tient à préciser Christophe Farbos, directeur de projets immobiliers France d'Unibail-Rodamco-Westfield. Le promoteur n'envisage pas, pour le moment, de changer de stratégie ou de réviser son projet. « Nous avons fait appel et c'est désormais au juge du Conseil d'État de se prononcer. Nous attendons sa décision mais nous restons convaincus de la qualité et de l'intérêt de ce projet », ajoute-t-il.

La veille, le collectif Non à Val Tolosa (membre de la fédération d'associations Des terres, pas d'hypers) avait également été reçu par le cabinet du ministre de la Transition écologique. Une démarche nationale qui dépasse l'enjeu du projet plaisançois. « Nous avons demandé le lancement d'un moratoire sur les centres commerciaux. Aujourd'hui, nous n'avons plus l'utilité de tels équipements dans les périphéries. Chaque nouvelle installation se fait aux dépens d'espaces déjà existants. C'est du transfert économique, mais pas une véritable création de richesses. Nous avons également évoqué la possibilité de fonder un observatoire qui permette de recueillir des informations fiables sur la situation et les besoins du commerce. À l'heure actuelle, l'État ne dispose, pour les apprécier, que d'études réalisées par de grandes enseignes dans le cadre de leurs projets », synthétise Pascal Barbier.

Nicolas Belaubre ✍

ÇA BOUGE !

La Coopérative immobilière : UNE GARANTIE contre les loyers impayés

ASSURANCE. La première agence immobilière coopérative de France a été créée à Toulouse. Elle permet aux propriétaires de se prémunir des loyers impayés et des dégradations.



Pour ne pas subir d'impayés, les bailleurs et propriétaires de biens immobiliers exigent souvent des garanties que nombre de personnes à la recherche d'un logement ne peuvent remplir. Un cercle vicieux en partie responsable des 29 000 habitats vacants recensés par l'Insee dans la métropole toulousaine ; les locataires préférant un appartement vide plutôt que d'avoir à réaliser des frais de rénovation ou accumuler des loyers en souffrance.

C'est dans ce contexte que plusieurs bailleurs, investisseurs et agents immobiliers ont créé, en 2017, La Coopérative de l'immobilier. Première du genre, cette société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) toulousaine a « pour mission principale de permettre aux propriétaires de bénéficier d'une mutuelle de protec-

tion, mais aussi de les rassurer et de les accompagner dans leurs activités afin de lutter contre la vacance locative et les impayés », souligne Vincent Borrel, président de La Coopérative de l'immobilier. Ainsi, la société propose des services de gestion et de sécurité qui encadrent la relation entre le bailleur, le locataire et l'agence. Pour cela, la lutte contre la vacance et une assurance impayés-dégradations sont incluses dans tous les mandats de manière systématique et à prix coûtant. « Fini la suspicion, passons à la transparence et à la coopération », poursuit Vincent Borrel. Une équation gagnante puisque le premier bilan de la société s'avère plutôt positif, selon son président : « Nous allons atteindre plus de 50 lots en gestion et sommes en train de suivre la huitième transaction en achat-vente en à peine 18 mois. » Un modèle que la SCIC a pour projet de dupliquer dans d'autres métropoles.

Séverine Sarraut ✍

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Nicolas TEYSSANDIER

L'archéologue des premières fois

Préhistorien spécialiste de l'Homo sapiens, Nicolas Teyssandier s'est penché sur les grandes premières de l'humanité. Premier outil, premier meurtre, premier mot... Ce chercheur au CNRS de Toulouse publie l'inventaire de "Nos premières fois", ce vendredi 5 avril, aux éditions La Ville brûle.

✍ Nicolas Belaubre



© Juliette Jem

TARDIF. C'est sur les bancs de l'université que Nicolas Teyssandier tombe nez à nez avec l'archéologie. « Je n'ai pas eu de vocation pour la préhistoire. Je me cherchais sans trop savoir ce que j'allais faire. J'étais à la fac de Nanterre, dans un cursus d'histoire, et un jour, un enseignant nous a parlé de chantiers de fouilles qu'il organisait l'été. Ce fut une rencontre décisive qui a pourtant été le fruit du hasard », raconte-t-il.

ANCÊTRES. L'apprenti archéologue donne ses premiers coups de pioche à Bergerac, en Dordogne. Un site où les hommes préhistoriques ont laissé des milliers de silex taillés près de 40 000 ans avant notre ère. « J'avais tout juste 19 ans. J'ai immédiatement été conquis par l'ébullition qui régnait autour du chantier. Nous avons pratiquement vécu en communauté pendant un mois. J'écoutais avidement les anciens qui partageaient leur savoir », ajoute-t-il.

EXPLORATION. Le jeune homme se spécialise alors dans l'étude des comportements techniques, sociaux et culturels de l'Homo sapiens, notre ancêtre direct. Une fois son doctorat en poche, l'expert en taille de silex s'installe à Toulouse où l'attend un poste d'enseignant. Il intègre ainsi le CNRS et Traces, un laboratoire de recherche archéologique en plein développement. Mongolie, Afrique du Sud... Les rencontres et les expéditions s'enchaînent. « L'aventure, le voyage et le côté humain sont fondamentaux », souligne le scientifique.

TRACES. BD, documentaire, ouvrages collectifs... Nicolas Teyssandier multiplie les expériences et les collaborations. « J'ai toujours aimé écrire même si je n'avais pas nécessairement la prétention d'être publié. Mais surtout, j'ai toujours aimé parler de la préhistoire. Vulgariser mon travail et le partager avec le plus grand nombre. Mon métier m'offre énormément de possibilités et j'essaie d'en profiter au maximum », se félicite le scientifique. Son dernier livre nous propose un savoureux inventaire de premières fois, « à la Prévert », retraçant l'histoire de l'invention de l'Homme par lui-même.

TOP WEB



🐦 **Mickael Nogal @MickaelNogal 02/04 :** À tous les racistes et les sexistes qui gangrènent les réseaux sociaux et la société, sachez que nous serons toujours plus nombreux à vous combattre. Et que c'est une chance pour notre pays d'avoir comme membre du gouvernement une femme aussi talentueuse et engagée que @SibNdiaye

🐦 **Sébastien Vincini @SebVincini 02/04 :** Soir de démocratie militante dans toutes les sections du partisocialiste avec le vote des 40 candidat.es socialistes sur la liste de rassemblement de la gauche et des écologiques aux élections #Europeenne2019 #CombatsCommuns avec @EricAndrieuEU et @sylvieguillaume

🕒 **LATTES Jean-Michel @jmlattes 02/04 :** Pour nourrir le débat en cours sur les réseaux sociaux... les allées Jean Jaurès après travaux... ce sont 250 places de stationnement supprimées en surface et 144 places vélo avec supports rigides.

📍 **Georges Méric 02/04 :** Je suis heureux de signer le protocole de mise en œuvre de l'accord de coopération Toulouse Métropole et le Conseil départemental de la Haute-Garonne. Après quelques mois d'incertitude, nous venons aujourd'hui acter une réalité et une nécessité, en validant des projets importants et partagés sur le vivre ensemble, les mobilités, l'équilibre territorial ou encore la qualité de vie. Il ne s'agit pas seulement de préparer l'avenir mais de le concrétiser pour huit ans à venir. C'est un acte de sagesse et de volonté politique.

📍 **Laurence Arribagé 30/03 :** Il y a 5 ans, les Toulousains accordaient leur confiance à Jean-Luc Moudenc. 5 ans d'engagements respectés et de projets concrétisés. Toulouse s'est indéniablement transformée tout en préservant sa singularité. Des paroles et des actes. L'unité a toujours été la clé de ces réussites.

📍 **Claude Raynal 30/03 :** Ce matin je participais avec mes camarades toulousains et métropolitains à la présentation par François Briançon, Fabien Jouvé, Marie-Claude Farcy et Vincent Gibert du point d'étape du projet socialiste pour les municipales de 2020. Ce travail de plusieurs mois organisé par le Comité de #Toulouse Métropole nous a permis de bâtir un socle et des objectifs communs.

EN ABRÉGÉ

État, département
et métropole
s'engagent
CONTRE
LA PAUVRETÉ

Dans le cadre du plan Pauvreté, l'État vient de signer une convention avec le Conseil départemental de la Haute-Garonne et Toulouse Métropole. Les deux collectivités se verront respectivement dotées de 1,4 million et 1 million d'euros pour mettre en place des actions innovantes.

Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, est venue signer à Toulouse, ce vendredi 29 mars, une convention qui contractualise l'engagement de l'État et des collectivités locales, dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Dans ce document, l'exécutif prévoit d'allouer une double enveloppe de 1 million d'euros pour la Métropole toulousaine et 1,4 million au Département. Un budget destiné à financer, entre autres, des dispositifs de soutien à la parentalité ou la création de nouvelles Maisons des solidarités. « Des moyens concrets et immédiatement disponibles pour les territoires », se félicite Olivier Noblecourt, le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, qui a travaillé à l'élaboration de ce plan.

« L'État, qui consacre 8,5 milliards d'euros à la mise en œuvre du plan pauvreté, a prévu de destiner 1,5 milliard d'euros aux actions d'accompagnement. Car la prise en charge, par les seules allocations, est inefficace sans un véritable travail de prévention et de soutien », défend le délégué interministériel. Celui-ci doit tracer les contours des services publics de l'insertion et de la solidarité, au sein de « l'État-providence du XXI^e siècle » décrit par le président de la République en préambule de ce plan. L'exécutif souhaite, par exemple, instaurer une obligation de formation jusqu'à 18 ans, lancer une refonte des minima sociaux pour mettre en place un revenu universel d'activité, et automatiser le renouvellement de la Couverture médicale universelle (CMU) pour les allocataires du RSA. « Il faut simplifier et rationaliser les services afin de faciliter l'accès au droit, sans être dans le mythe du guichet unique », synthétise-t-il.

« Ce plan comporte des propositions intéressantes que nous soutiendrons. Mais la portée de ces mesures est réduite par la politique globale du gouvernement qui, par ailleurs, appauvrit une partie de la population », nuance Claude Touchefeu, conseillère municipale et métropolitaine du groupe Générations, socialisme et écologie.

Nicolas Belaubre

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

L'intelligence collective au service
DE LA DÉMOCRATIE

ÉMULATION. Le collectif La Belle Démocratie organisait le week-end dernier, à l'espace Job, une rencontre entre les différents mouvements citoyens souhaitant constituer des listes participatives pour les municipales 2020. Un échange d'expérience qu'Archipel Citoyen n'a pas manqué.

200 personnes venant de toute la France se sont réunies à l'espace Job de Toulouse le week-end dernier à l'appel du collectif La Belle Démocratie. Celui-ci prône l'appropriation directe de la politique par les citoyens. Pour cela, il soutient les divers mouvements qui tentent de constituer des listes participatives en vue des prochaines élections municipales, tout en essayant d'en faire émerger de nouveaux. « À ce jour, près d'une vingtaine sont en coconstruction dans tout l'Hexagone », constate Isabelle Dalban, membre de La Belle Démocratie. Le festival Curieuses Démocraties, organisé à Toulouse, visait justement à rassembler les différents collectifs locaux porteurs de listes participatives. N'étant pas des professionnels de la politique, ces mouvements citoyens ont besoin d'échanger leurs expériences pour se développer et atteindre leur objectif : « Conquérir le pouvoir pour le partager avec le plus grand nombre et non pour le concentrer entre les mains d'une poignée d'élus », affirme Isabelle Dalban.

Au travers de plusieurs ateliers, les "festivaliers" ont ainsi pu s'enrichir des compétences d'autres collectifs pour améliorer leurs méthodes, leur organisation et l'utilisation d'outils participatifs. « Comment travailler avec les Gilets jaunes ? Comment animer une réunion de 100 personnes ? Comment former une liste participative ? Autant de questions dont les réponses ont permis aux participants d'avancer dans la construction de leur mouvement respectif », raconte la représentante de La Belle Démocratie.

Un rendez-vous auquel Archipel Citoyen a naturellement collaboré. « Nous croyons à l'intelligence collective pour aboutir à un programme électoral réellement



démocratique. Nous avons d'ailleurs recueilli 300 idées d'actions sur le seul thème de "la participation citoyenne dans une municipalité 3.0" », précise Caroline Honvault, l'une des porte-paroles du mouvement toulousain. Et comme pour toutes les décisions prises, « un compte-rendu sera fait en réunion et ce sont les citoyens qui en valideront les propositions à retenir pour l'élaboration de notre programme », explique-t-elle.

Un processus qui suit son cours. Deux premières réunions publiques auront lieu les 3 et 10 avril prochains pour en affiner les enjeux : « Nous n'irons pas vers des propositions détaillées qui ne resteraient que des promesses, mais plutôt vers de grands thèmes sur lesquels nous nous engagerons. » D'ici septembre, le collectif assure que le programme sera abouti afin que les candidats, désignés démocratiquement, puissent pleinement s'en imprégner. Celui ou celle qui le portera sera plébiscité par tous ses colistiers d'ici la fin de l'année.

Séverine Sarrat

TOULOUSE & MOI :
LREM et MoDem
se préparent
pour les municipales

Pierre Castéras, référent local de LREM et Marthe Marti, présidente départementale du MoDem, ont annoncé lundi 1^{er} avril le lancement de Toulouse & Moi. Cette association, qui pourra se transformer en microparti afin de recevoir des dons de particuliers, aura pour vocation « d'instaurer un dialogue avec les Toulousains ». Un programme sera élaboré dans le courant de l'été avant la désignation éventuelle d'une tête de liste à l'automne. Reste à savoir si les marcheurs iront seuls ou s'allieront avec la majorité actuelle, dont plusieurs de ses membres font déjà partie.



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"L'ivresse des libellules"

Quatre couples d'amis dans la quarantaine décident de s'octroyer des vacances sans enfants dans une villa de rêve. Mais l'ambiance qui se voulait insouciance et idyllique ne tarde pas à se charger d'électricité. La faute aux caractères de chacun, aux modes de vie différents, à l'usure et la routine qui guettent les amoureux quand s'invite le quotidien, et à des parents qui ont oublié ce qu'était leur vie lorsqu'ils ne l'étaient pas encore. Quand débarque une jeune et jolie célibataire, le groupe est plus que jamais au bord de l'implosion.



LIVRE

"Les disparus de Trégastel"

Trégastel... Dupin et Claire sont en vacances. Le bonheur ? Pour Dupin, l'enfer ! Rien ne le rend plus nerveux que ce repos obligé, pourtant fermement prescrit par sa compagne, Claire, inquiète de son hyperactivité. Alors qu'il se promène dans le jardin de l'hôtel L'Île Rose, Dupin apprend qu'on a volé une statue dans la chapelle Sainte-Anne. Bientôt, le commissaire est informé, de la bouche de l'hôtelier, de la mort suspecte d'une inconnue...

SORTIR

Le Museum de Toulouse prend LE POULS DE L'AMAZONIE



TOTEM. L'exposition "Oka Amazonie-une forêt habitée", qui s'ouvrira le 23 avril au Museum de Toulouse, est le temps fort de toute une saison culturelle consacrée par le musée au "Poumon de la Terre" et aux peuples qui y vivent.

Saviez-vous que la forêt amazonienne pousse également sur des terres françaises ? Et que notre plus longue frontière est partagée avec le Brésil ? Deux raisons, et non des moindres, qui ont incité le Museum de Toulouse à concocter, pour la saison culturelle 2019, une année amazonienne entièrement dédiée à cette immense région naturelle d'Amérique du Sud. Toute une série de rendez-vous qui s'inscrivent aussi dans le cadre de l'Année internationale des langues des peuples autochtones décrétée par l'Unesco en 2019, et qui s'articulent autour de l'exposition "Oka Amazonie-une forêt habitée". Un événement unique spécialement conçu pour l'occasion.

À partir du mardi 23 avril, les visiteurs pourront ainsi observer une soixantaine d'objets traditionnels (vanneries, poteries, armes de chasse...) également que des photos et vidéos documentaires immortalisant des chants, des danses ou des savoir-faire représentatifs de la vie

dans la forêt amazonienne. « Le public va découvrir le fruit de dix ans d'une collecte minutieuse du patrimoine matériel et immatériel des peuples amérindiens réalisée par le Museum, en collaboration avec eux et avec l'accord de leurs chefs coutumiers », promet Isabel Nottaris, la directrice adjointe du Muséum de Toulouse.

Cette exposition, qui s'étend sur plus de 300 mètres carrés, plonge le visiteur dans un univers riche et foisonnant. Une première partie nous dépeint l'histoire et l'origine des peuples amérindiens. Dans un deuxième temps, le parcours se penche sur leur savoir-faire ancestral et leur rapport à l'environnement avant de s'intéresser spécifiquement à la Guyane française et aux enjeux actuels auxquels est confrontée cette population. « Cette exposition n'oppose pas le monde traditionnel et contemporain. Au contraire, elle présente des cultures bien vivantes, qui bougent, nous parlent et nous questionnent sur notre mode de vie. Même s'ils vivent très connectés avec leur environnement, les peuples amérindiens ont des portables et regardent le foot », analyse Isabel Nottaris.

« L'Amazonie
est un trésor
en termes
de biodiversité
et d'écosystème »

Entre de magnifiques spécimens naturalisés de la faune locale, notamment des oiseaux aux plumes colorées et chatoyantes, le public pourra admirer une maquette de Carbet, une maison de bois et sans murs typique des cultures amérindiennes. Mais attention ! Il pourra croiser également l'hologramme de l'un des plus terrifiants prédateurs des marécages amazoniens. Mais, chut... Le clou de la visite est une surprise. « L'Amazonie est un véritable trésor en termes de biodiversité et d'écosystème. C'est un patrimoine précieux et fragile envers lequel nous avons une responsabilité particulière, car il se trouve en partie sur notre territoire. Il est d'autant plus important d'en parler et de le connaître », ajoute la directrice adjointe. Pour elle, cette vision du monde qui concilie modernité et coutumes ancestrales peut être une source d'inspiration, à l'heure d'affronter les grands défis de notre époque, notamment en matière d'écologie.

Nicolas Belaubre ✍

À partir du 23 avril au Muséum
Du mardi au dimanche, de 10h00 à 18h00
35 allées Jules Guesde - 31000 Toulouse
De 5 à 9 €

✉ museum@toulouse-metropole.fr
Allo Museum 05 67 73 84 84

SOIRÉE AMAZONIENNE au Muséum

Vendredi 19 avril, le Museum organise une Nuit amazonienne. Une soirée gratuite, en présence de Cacique Tanoné, cheffe coutumière du peuple Kariri-Xocó (Brésil). Gert Peter Bruch présentera son film "Terra libre" sur la déforestation avant de laisser la place à un concert de Sampula (tambour), une performance d'hommes-jaguar et une démonstration de paroles sifflées par deux siffleurs Wayapis.

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2019, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



VENTE AUX ENCHÈRES



Maître Colette FALQUET
Avocat à TOULOUSE
8, Rue Bouquières 31000 TOULOUSE
Tel 05.61.53.10.60
Fax 05.62.26.44.94

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

**JEUDI 9 MAI 2019
A 14H00**

**TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE TOULOUSE
2 ALLÉE JULES GUESDE**

**APPARTEMENT T4
A MURET
2 Ter, avenue
Vincent Auriol
2ème ETAGE - N°1109
LOTS 17, 80 et 148
MISE A PRIX :
28.500 EUROS**

Le cahier des conditions de la vente n°18/00221 peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE aux jours et heures prévus à cet effet, au Cabinet de l'avocat poursuivant ou sur internet www.info-encheres.com.
Visite : LUNDI 29 AVRIL 2019 DE 16 H A 17 H
Seuls les Avocats au Barreau de TOULOUSE peuvent soutenir les enchères

Me C. FALQUET
Avocat signé

CONSTITUTIONS

**Antoine GINESTY
Sébastien SALESSES**
Notaires Associés
Successeurs de Maîtres Ginesty
(Père et Fils) et de Maître Combarieu
ETUDE PLACE WILSON

Suivant acte reçu par moi, le 20/03/2019, il a été constitué la Société Civile suivante : Dénomination : **SCI MARIE RICCI** - Forme : société civile immobilière régie par le titre IX du livre III du Code civil - Siège : 12 rue du Pradal - 31170 TOURNEFEUILLE - Durée : 99 ans - Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, et ceux pouvant en constituer l'accessoire. - Apport en numéraires à hauteur de 300€ et en nature consistant en : Dans un ensemble immobilier sis à TOULOUSE (31000) 21 rue Saint-Antoine du T, le lot n°1 l'entier rez-de-chaussée de l'immeuble d'une valeur de 161.000€ - Capital social : 161.300€ Gérants : M. Ritchy HALLOWS, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170) 12 rue du Pradal ; M. Steven HALLOWS, demeurant à SAINTÉ LUCIE DE TALLANO (20112), Maison Coli ; Mme Angy HALLOWS, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170) 12 rue du Pradal, nommés sans limitation de durée. - Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés, au profit d'un associé, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. - Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis.

Il a été constitué une **SAS** - Nom com : **KEBPIZZA**
Objet : **LA RESTAURATION RAPIDE ET TRADITIONNELLE SUR PLACE ET A EMPORTER, SANDWICHERIE**
Siège : 110 Avenue de marquisat 31170 TOURNEFEUILLE - Capital : **500€** Durée : **99 ans**
Président : **Monsieur EL GRAOUI Abdelali**, domiciliés au dit siège. Immatriculée au RCS de TOULOUSE,
Tout associé est admis aux assemblées. Chaque action confère une voix. Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément des associés.

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 27 mars 2019, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
DEBUT ACTIVITE : 15/04/2019
DENOMINATION : **MO-Interieur**
FORME : Société unipersonnelle par actions simplifiée
CAPITAL : 5000 euros
SIEGE : 44 avenue de la Gloire 31500 TOULOUSE
OBJET :
• Le métier d'application de peintures décoratives et de peintures extérieures;
• Le métier de revêtement murs et sols;
• La rénovation et la décoration intérieure ;
• Le commerce de tous matériaux et matériel ayant un lien direct ou indirect avec l'objet social ;
DUREE : 99 années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :
Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT :
Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant selon les règles définies à l'article 25-2 "Règles de majorité" des statuts avec prise en compte des voix du cédant.
Le Président dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître au cédant la décision collective des associés suite à la réception de la demande d'agrément par le Cédant. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai de deux mois à compter de la notification de refus d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant.
PRESIDENT : Madjid OUFERHAT
Demeurant 44 avenue de la Gloire - 31500 TOULOUSE
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,



Xavier LASSUS
Avocat à la Cour
55, voie l'Occitane - Bât Actys I
31670 - LABEGE INNOPOLE
Tél. : 05.61.53.25.21
Fax. : 05.61.53.27.09
cabinet@xls-avocats.fr

Avis de constitution

Aux termes d'un acte d'avocat électronique en date du 1er avril 2019 à Labège (HG), il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : **SCI RGA**
Forme sociale : Société civile immobilière
Siège social : 28, avenue d'Ingine, Escalquens (31750)
Objet : acquisition d'un immeuble type terrain à construire, sis ZA Pechnaquière III, rue Compté (31340) VILLEMUR SUR TARN, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement
Durée de la Société : 99 ans à compter de l'immatriculation de la Société au RCS
Capital social : 1.000 €, uniquement apports en numéraire
Gérance : Mr Jean VERDONE, demeurant 28, rue d'Ingine, Escalquens (31750) nommé pour une durée indéterminée
Clauses de cession : agrément requis dans tous les cas sauf cession conjoint ou ascendant ou descendant du cédant et associés représentant au moins les 3/4 des parts
Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

Suivant acte SSP en date du 22/03/2019, il a été constituée une sas. Dénomination : **MY PRIMEUR**. Objet : Commerce de gros et de détail de fruits et légumes , primeur , épices et tous produits de petite alimentation à l'import et à l'export... Siège social : 8 Impasse de l'Hers 31240 L'UNION. Capital : 1000 euros. Durée : 99 ans. Président: M. Omar ZEGAF FELLAH, 14 Chemin d'Audibert Apt 25 31200 Toulouse. Clause d'agrément: Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du président de la société. . Conditions d'admission: Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix . Immatriculation RCS TOULOUSE.

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 25 mars 2019, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée
DENOMINATION : **INFO & PHONE**
CAPITAL : 1 000 euros
SIEGE : 135 Rue Henri Desbals, 31100 TOULOUSE
OBJET : Ventes et réparation de tout matériel téléphonique, informatique et électronique, ventes de cartes prépayées et abonnements téléphoniques, maintenance informatique et installation réseau
DUREE : 99 Années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :
Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT DES CESSIIONS :
Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
ORGANES SOCIAUX
Nomination sans limitation de durée.
Président :
Monsieur LAKHAL Boubdellah, demeurant 166 Rue Henri Desbals, 31100 TOULOUSE
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour avis et insertion

GT31
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 000 euros
Siège social :
06 Avenue PRAT GIMONT
31130 BALMA

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous spp à BALMA en date du 14 Mars 2019, il a été constituée la société telle que :
Forme : SASU
Dénomination : **GT31**
Siège : 06 Avenue PRAT GIMONT, 31130 BALMA
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
Capital : 1 000 euros
Objet : Toutes les activités de négoce de tous engins motorisés neufs et d'occasion, la réparation carrosserie, la réparation pare-brise, le débosselage sans peinture.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives, et possède un droit de vote proportionnel au pourcentage de détention du capital.
Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.
Agrément : Toutes les cessions d'actions sont soumises à agrément.
Président : Monsieur BAUDRON Philippe demeurant 4 Chemin des Pailles 31 650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE
La Société sera immatriculée au RCS de Toulouse

**Pour avis,
Le Président**

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : **SUD DRAGAGE**
FORME : Société par actions simplifiée
SIEGE SOCIAL : 25 A Rue des Vieilles Vignes - ZAC de Serres - 31 410 NOE
OBJET : toute activité de dragage, extraction avec pelle, transport sur chantiers
DUREE : 99 ans
CAPITAL : 10 000 euros
PRESIDENT : Cédric FORCADA, demeurant 2 Rue Capsuran - 31 270 CASSAGNE
DIRECTEUR GENERAL : Philippe CIPRES, demeurant 9B Chemin du Marfaut - 31 310 RIEUX VOLVESTRE
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse

Pour avis

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 17/03/2019, il a été constitué une SARL présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : **MCI HOLDING**
Objet social : L'acquisition et la gestion de valeurs mobilières, prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières ; la réalisation de toutes prestations de services dans les domaines administratif, technique, financier et de gestion au profit d'entreprise, toute activité entrant dans le cadre d'une société Holding ; la réalisation de toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant au domaine de la restauration traditionnelle ou rapide ; la création de tout concept en vue de devenir un franchiseur dans tous les domaines (industriel, commercial, ...) et notamment le secteur de la restauration ; la vente de tous produits (alimentaires, mécaniques, bureautiques, mobiliers, publicitaires), conseils, formation, installation, aux franchisés, perception de redevances
Capital social : 1.500 euros en numéraire
Siège social : 8 rue Le Plan du Port, 31700 BLAGNAC
Durée : 99 années
Gérance : M. Mohamed, Chérif DIALLO, demeurant 1 Place de la Révolution, 31700 BLAGNAC
Immatriculation de la Société au RCS de Toulouse.

**Pour avis,
La Gérance**

Par acte authentique du 20/02/2019, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : **LFC corp**
Objet social : conseil communication, communication réseau client
Siège social :
11 impasse du vieux pigeonier, 11, 31700 Blagnac.
Capital : 500 €
Durée : 99 ans
Président : M. Papais Mathieu, demeurant 19 rue du sergent vigné 19, 31500 Toulouse
Directeur Général : M. MAURIN Geofrey, demeurant 11 impasse du vieux pigeonier 11, 31700 Blagnac
Admission aux assemblées et droits de votes : Elle est facultative, elle est convoquée par le demandeur huit jour avant la date de réunion, le demandeur adresse aux associés les documents nécessaires à leur information.
Elle peut se tenir en tout lieu, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. La réunion peut être organisée par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle.
Clause d'agrément : Cession libre entre associés, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants. Cession soumise à agrément dans les autres cas.
Immatriculation au RCS de Toulouse

Par Assp du 1.4.2019, il a été constitué une SAS dénommée : **MIDI CONSTRUCTION**. Capital : 1 000€. Siège : 22 rue de Salvy, apt 08, 31200 Toulouse. Objet : travaux de maçonnerie générale. Durée : 99 ans. Président : Mr Nadif Mohssine, 22 Rue de Salvy, apt 08, 31200 Toulouse, pour une durée indéterminée. Admission aux assemblées et droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Transmission des actions : Cessions libres entre associés et soumises à l'agrément préalable du Président de la société envers les tiers. Immatriculation au RCS de Toulouse

Par acte SSP du 25/03/2019, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : **SCI BARTHES-ANDISSAC**
Objet social : L'acquisition, la gestion et l'administration de tous biens immobiliers.
Siège social :
10B RUE ANDRE CAVAGNOL, 31500 Toulouse.
Capital : 20.000 €
Durée : 99 ans
Gérance : M. ANDISSAC DAVID, demeurant 10B RUE ANDRE CAVAGNOL, 31500 Toulouse
Clause d'agrément : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant. Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.
Immatriculation au RCS de Toulouse

LA CHOUNISETTE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 mars 2019, il a été constituée une Société aux caractéristiques suivantes :
FORME JURIDIQUE : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
DÉNOMINATION : LA CHOUNISETTE
SIEGE SOCIAL : 360 Chemin d'Aussaguel à ISSUS (31450)
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €
OBJET :
Agent commercial Multicartes dans les domaines de vente de vins, spiritueux, alimentation, paniers gourmands, épicerie fine.
DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE.
PRESIDENT :
Monsieur Jérôme LOSILLA, né le 24 janvier 1973 à TOULOUSE (31000), demeurant 360 Chemin d'Aussaguel à ISSUS (31450)
CESSION DES ACTIONS : Libre

Pour avis,

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15/03/2019, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : **&PIM**
FORME : Société par actions simplifiée
CAPITAL : 2 000 euros
SIEGE : 62, Route de Bazus 31380 GARDECH
OBJET : Marchand de biens, Promotions Immobilières, Locations Immobilières, Gestion Immobilière
DUREE : 99 années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :
Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
PRESIDENT :
Christophe BOCCHINO, demeurant 62, Route de Bazus - 31380 GARDECH,
DIRECTEUR GENERAL :
Jérémie TOURNAN, demeurant : 79, Rue du Général Bourbaki - 31200 TOULOUSE.
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis

TRANSFERTS DE SIÈGE

**Antoine GINESTY
Sébastien SALESSES**
Notaires Associés
Successeurs de Maîtres Ginesty
(Père et Fils) et de Maître Combarieu
ETUDE PLACE WILSON

MULHOUSE
Société civile Immobilière
Au capital de 1000€
16, rue des Anges, 31200 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 453800799

Transfert de siège

Aux termes d'un acte reçu par Me SALESSES notaire à TOULOUSE le 22/12/2018 les associés ont décidé de transférer le siège social du 16 rue des Anges à TOULOUSE (31200) au lieu dit « Le Tupé » - 32420 SIMORRE à compter du 22/12/2018. Mention est faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

LOFAMY'S
Société à responsabilité limitée
au capital de 209 600 euros
Siège social : QUARTIER MAGNAN
31430 POUY DE TOUGES
803051507 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 19 mars 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée LOFAMY'S a décidé de transférer le siège social du QUARTIER MAGNAN, 31430 POUY DE TOUGES au 15 BIS ROUTE DE LONGANGES 31410 LAVERNOSE à compter du 19 mars 2019, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

**Pour avis
La Gérance**



SCI Poulain
Société civile immobilière
au capital de **1.524,49 euros**
Siège social : **59 chemin du Pech**
31 750 ESCALQUENS
RCS TOULOUSE N° 389 926 338

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27/03/2019, il résulte que :
Le siège social a été transféré et l'article 5 des statuts a été modifié en conséquence :
- Ancienne mention : Siège : 30 avenue de Toulouse – 31750 Escalquens
- Nouvelle mention : Siège : 59 chemin du Pech – 31750 Escalquens
Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Hervé POULAIN, Gérant

PLIAGE 31
SAS au capital de **5000 €**
Siège social : **4 Impasse Du Pont**
31140 LAUNAGUET
793655457 RCS de TOULOUSE

Le président en date du 01/04/2019, a décidé de transférer le siège social au 2 Impasse Raymond Loewy 31140 AUCAMVILLE, à compter du 01/04/2019. Mention au RCS de TOULOUSE

JESTA SASU au capital: 1000 €, Siège: C/ M. ASSADI, 98 Allée des Comminges 31770 COLOMIERS, RCS TOULOUSE 847684842. Par AGE en date du 10/03/2019, il a été décidé de transférer le siège au 2755 Routes de Tarbes 31470 FONSORBES. Formalités RCS TOULOUSE.

BENSTA SAS au capital de 5.000 €, Siège social: C/ M. Benoît ASSADI, 98 Allée des Comminges 31770 COLOMIERS, RCS TOULOUSE 844 697 417. Par AGE du 10/03/2019 il a été décidé de transférer le siège au 2755 Routes de TARBES 31470 FONSORBES. Formalités RCS TOULOUSE.

CESSIONS FONDS DE COMMERCE



Maître Grégoire PETUAUD-LETANG
Notaire
16 Avenue Charles de Gaulle
Emplacement n°2 - 31130 BALMA

Insertion Cession partielle de branche d'activité

Suivant acte reçu par Maître Grégoire PETUAUD-LETANG, Notaire à BALMA (31130), 16, avenue Charles de Gaulle, emplacement numéro 2, le 21 février 2019, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de TOULOUSE 3, le 5 mars 2019, Dossier 2019 00012796, réf : 2019 N 00402, a été cédé par :

La Société dénommée **EVOLUFI**, Société à responsabilité limitée au capital de 20.000,00 €, dont le siège est à BALMA (31130), 2 rue de la tuilerie, bâtiment A, identifiée au SIREN sous le numéro 530 230 622 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

A :
La Société dénommée **EVOLUFI CONSEIL**, Société par actions simplifiée au capital de 10.000,00 €, dont le siège est à BRUGUIERES (31150), 14 chemin des églantines, identifiée au SIREN sous le numéro 844 289 256 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CINQUANTE MILLE EUROS (50 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour CINQUANTE MILLE EUROS (50 000,00 EUR).
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

« Suivant acte sous seing privé en date du 02/04/2019, enregistré au service des impôts de Toulouse, le **03/04/2019, Dossier : 2019 00019066, référence : 3104P03 2019 A 04055.**

La Société KUDASI sis au 110 Avenue de Marquisat à Tournefeuille (31770), immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 802 032 474, représentée par Monsieur BENDIB Ahmed

A Cédé à LA SAS KEBPIZZA, ayant pour objet social RESTAURATION RAPIDE ET TRADITIONNELLE SUR PLACE ET A EMPORTER, SANDWICHERIE, Société en cours de création

Un fonds de commerce de « restauration rapide et traditionnelle sur place et à emporter, sandwicherie, sis : au 110 Avenue de Marquisat-3177 Tournefeuille, moyennant le prix de 10.000 €. La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 08/04/2019.

L'acquéreur sera immatriculé au RCS TOULOUSE. Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, pour la validité et, pour toutes correspondances, au cabinet de Me Doro GUEYE, 71 Rue Achille VIA-DIEU-31400 Toulouse ».

NOMINATIONS COMMISSAIRES AUX COMPTES



13, impasse teynier
31100 Toulouse

UGO
Société par actions simplifiée
au capital de **30 000 euros**
Siège social : **3 chemin des Mauves,**
31450 AYGUESVIVES
RCS TOULOUSE 843 361 734

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 19/03/2019, la société CCA – COMPTA CONSEIL AUDIT, domiciliée 2 Rue de Cabanis – Bât 2 - 31240 L'UNION, a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes pour une période de six exercices, soit jusqu'à la décision de l'associé unique sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023.

POUR AVIS, le Président.

SPV LANAS SERVAS
S.A.S. à Associé Unique
Au capital de **1.000 Euros**
41 rue Paule Raymondin
ZAC Gabardie, TOULOUSE (31200)
RCS TOULOUSE 840 429 443

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement de l'associé unique en date du 7 janvier 2019, l'associé unique a décidé de nommer, à compter rétroactivement du 1er janvier 2019, pour une période de six exercices soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire :
ATLAS AUDIT
SAS à associé unique au capital de 10.000 Euros
Représentée par Monsieur Christian FERRER

Commissaire aux comptes
50 Avenue de Toulouse
09100 PAMIER, RCS FOIX 840 029 193

- En qualité de commissaire aux comptes suppléant :
CABINET OHAYON & ASSOCIES
SARL au capital de 27.000 Euros
Représenté par Monsieur Jérôme OHAYON

Commissaire aux comptes
36, Route d'Espagne
31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE, 531 520 070

Pour avis

G A D L HOLDING
Société par actions simplifiée
au capital de **200 000 euros**
Siège social : **3 Rue du Cassé 1**
Parc d'activités du Cassé
31 240 SAINT JEAN
840 071 625 RCS Toulouse

L'assemblée générale a nommé, le 21 décembre 2018 :

- la S.A.R.L. « AUDIT VALIDATION ASSISTANCE », 9 rue Louis Courtois de Viscose (31 100) TOULOUSE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire.

Mention de cette décision sera faite au R.C.S. de Toulouse.

MODIFICATIONS STATUTAIRES

SCI POPP
SCI au capital de 6.000 €
Siège social :
32 RUE LOUIS ANTOINE DE BOUGAINVILLE, 31400 Toulouse
824 078 943 RCS de Toulouse
L'AGE du 08/03/2019 a nommé en qualité de co-gérant Mme ROUANET Manon, demeurant 13 RUE GAMAY, 31810 Venerque en remplacement de Mme HIEGEL BATTISTELLA Pauline, à compter du 08/03/2019.

Modification au RCS de Toulouse

FORMAVENTE
Société par actions simplifiée
au capital de **1 000 euros**
Siège social : **29 Ter Avenue des Pyrénées, 31240 L' UNION**
797 437 092 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 22 février 2019, suite à la démission de la Présidente Véronique Gasquet, Monsieur Gilles D'AUBAS DE FERROU demeurant 29 ter avenue des Pyrénées 31240 L'union, est nommé Président à compter de cette date pour une durée illimitée.

Pour avis, Le Président

ACCIO GROUP
SARL au capital de **30000 €**
Siège social : **3 Rue Des Pyrenees**
31130 FLOURENS
819110990 RCS de TOULOUSE

En date du 28/01/2019, il a été décidé au 01/02/2019 :

- Aux termes du procès-verbal de l'associé unique du 28 janvier 2019, L'an 2019, le 28 janvier, au siège social, Il a été décidé de modifier l'objet social, à compter du 1er février 2019, pour exercer principalement les activités de fourniture de services aux entreprises, particulièrement aux sociétés du groupe et notamment mais non exclusivement dans les domaines de la gestion commerciale administrative, informatique, comptable, financière et de communication et système d'information. En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit : « ARTICLE 2 - OBJET La société a pour objet en France et à l'étranger, les activités suivantes : La fourniture de services aux entreprises, particulièrement aux sociétés du groupe et notamment mais non exclusivement dans les domaines de la gestion commerciale administrative, informatique, comptable, financière et de communication et système d'information. Plus particulièrement l'animation des sociétés du groupe, leur développement stratégique et leur management, toutes prestations de direction générale, de support et d'assistance, notamment dans leur domaine d'activités respectifs. L'action quel qu'en soit le mode et la gestion de toutes actions, parts sociales, valeurs mobilières et plus généralement la participation par tous moyens dans toutes les entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment dans le cadre d'une activité des travaux de gros et second œuvre et de gros œuvre. L'achat, la vente, l'échange, la gestion par quelque mode que ce soit, de biens immobiliers construits ou non, Tout acte de gestion et de disposition du patrimoine social, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre, tel que, notamment la création, la location, l'achat, la vente, l'échange, la location-gérance de tous établissements, fonds de commerce ou d'industrie, immeubles, droits sociaux, droits mobiliers ou immobiliers et droits dans tous groupements ou associations, Plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter l'expansion ou le développement.
Mention au RCS de TOULOUSE

Ad's coffee
Société à Responsabilité Limitée
à Associé Unique
Au capital social de **1 000 euros**
Siège social : **10 Rue des Jumeaux**
31200 TOULOUSE
841 834 104 RCS TOULOUSE

Modification de l'objet social

Par délibération en date du 15 mars 2019, l'associé unique de la société a décidé d'étendre l'objet social et l'activité de la société aux opérations de restauration sur place et de vente en ambulant.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit :

Article 2 : Objet social
La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

1° Restauration à emporter et sur place, préparation de plats et de produits artisanaux (smoothies, tarte, quiches...) sans vente d'alcool

2° Vente en ambulant de produits de restauration sans vente d'alcool

Pour avis et insertion Le Gérant



9 avenue Parmentier
31086 Toulouse

W.S.R IM-MO
Société à responsabilité limitée
au capital de **7.622,45 euros**
Siège social : **30 rue du Taur**
31000 TOULOUSE
394 824 833 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 8 février 2019, le capital a été porté de 7.622,45 € à 142.616,04 € au moyen d'une augmentation de capital souscrite en numéraire. En conséquence, l'article 7 des statuts est modifié comme suit : Capital : Ancienne mention : 7.622,45 € - Nouvelle mention : 142.616,04 €.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Pour vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet
31000 Toulouse



annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr

DISSOLUTIONS

CBRS OWEZAREK JOEL
Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de **15 000 euros**
Siège social : **ROUTE DE TOULOUSE**
31460 MAUREVILLE
Siège de liquidation :
ROUTE DE TOULOUSE
31460 MAUREVILLE
484041850 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 13 décembre 2018, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 13/12/2018 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur JOEL OWEZAREK, demeurant Route de Toulouse 31460 MAUREVILLE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé route de Toulouse 31460 MAUREVILLE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

2M SELARL
SELARL
au capital de **20 000,00 euros**
Siège social : **1 Impasse de l'Abbé**
Salvat - 31100 TOULOUSE
RCS n°492083407- RCS toulouse

Avis de dissolution

Suivant délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31/12/2018, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et de sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur M. DE PERETTI DELLA ROCCA Marc-Antoine, demeurant 54 Chemin de Ramelet Moundi, 31 100 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 1 Impasse de l'Abbé Salvat 31100 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectuée au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.



A.M.K
Société civile immobilière
au capital social : **259 900 euros**
Siège social : **16 Avenue des croisées**
31520 Ramonville St Agne
RCS TOULOUSE : 453 227 407

Les associés ont décidé aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2017 la dissolution anticipée de la société A.M.K à compter du 31 décembre 2017 et sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires.

Ils ont nommé en qualité de liquidateur Monsieur Van Quang THAI demeurant 16 avenue des croisées 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE à compter de la même date. La gérance assumée par Monsieur Van Quang THAI a pris fin à la même date.

Les associés ont conféré au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour les opérations de liquidation et notamment réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé au 16 avenue des croisées 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE qui sera le lieu d'envoi et de réception de la correspondance et celui de la notification des actes et documents concernant la liquidation.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse

Pour avis et mention Le liquidateur

EURL LAURENT GALTIER au capital de 1000 € Siège social : 18 AVENUE DE LA GLOIRE 31500 TOULOUSE 808745673

Par décision du 28/02/2019 l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 28/02/2019 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur: M. LAURENT GALTIER demeurant 27 RUE LOUIS PLANA 31500 TOULOUSE. Le siège de la liquidation est fixé chez le liquidateur. RCS Toulouse.

LIQUIDATIONS

Forme : **SARL INNERGENCE** au capital de 15000 euros. Dénomination : INNERGENCE. Siège social : 30 rue de l'aman-dier 31100 toulouse, 752541375 RCS de Toulouse. L'AG Ordinaire du 28/03/2019 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 28/03/2019 RCS Toulouse.

SOCIETE MENON
Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de **7 622,45 euros**
Siège social : **7 Impasse Capitaine**
Némo 31700 BLAGNAC
Siège de liquidation : **7 Impasse**
Capitaine Némo 31700 BLAGNAC
318 707 106 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 15 mars 2019 à Blagnac, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Serge MENON, demeurant 2 Cheminement du Berry 31700 Blagnac, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation à compter du 15 mars 2019.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur



A.M.K
Société civile immobilière
au capital social : **259 900 euros**
Siège social :
16 Avenue des croisées
31520 Ramonville St Agne
RCS TOULOUSE : 453 227 407

Par l'Assemblée de clôture en date du 31/12/2017 au siège social, les associés après avoir entendu le rapport du liquidateur M. Van Quang THAI ont approuvé les comptes de liquidation, ont décidé de la répartition du produit net de la liquidation, et après avoir donné quitus à la liquidatrice et déchargé de son mandat, a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite Assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le liquidateur

2M SELARL
SELARL au capital
de **20 000,00 euros**
Siège social : **1 Impasse de l'Abbé**
Salvat 31100 TOULOUSE
RCS n°492083407- RCS toulouse

Avis de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 31/12/2018 a approuvé le compte définitif de liquidation arrêté au 31/12/2018, a déchargé Monsieur DE PERETTI DELLA ROCCA Marc-Antoine de son mandat de liquidateur, a donné à ce dernier quitus de sa gestion et a constaté la clôture de la liquidation à compter de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.



SCCV D'ARMOR
Société Civile de Construction Vente
Au capital de **200 euros**
Siège social : **5bis rue Pierre LOTI**
31830 PLAISANCE DU TOUCH
R.C.S. TOULOUSE 800 742 926

Par décision du 15 janvier 2019, les associés de la société, statuant au vu du rapport du Liquidateur ont approuvé les comptes de liquidation ; donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat; décidé la répartition du produit net et de la liquidation ; prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

NOTRE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE

09 83 27 51 41



DIVERS

RAMON'SERVICES

31
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 2 avenue de Lavaur
31500 Toulouse
797 437 092 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 22 février 2019, l'associé unique a décidé à compter de ce jour :

- de remplacer la dénomination sociale FORMAVENTE par RAMON'SERVICES 31 et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

- d'étendre l'objet social aux activités de : vente et pose de poêle à bois, granulés ; vente et installation d'insert de cheminées, entretien et ramonage de conduits de cheminées et contrat de services pour entretien de cheminées et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

- de transférer le siège social 29 Ter Avenue des Pyrénées, 31240 L'UNION au 2 avenue de Lavaur 31500 Toulouse et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,
Le Président

ALTÉAL

8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APARTEMENT VACANT à SAUBENS** Résidence LE VILLAGE 1 Année 1997 - CO-PROPRIÉTÉ en cours de création. Montant des charges de Copropriété : Non communiqué

T3 - 67 m² - Apt n° 103 au RDC avec balcon - 5 rue de l'Europe - DPE : C - Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).

• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 87 000 €.
• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 97 000 €

Contactez le Service Vente au 05.81.501.501

ALTÉAL

8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APARTEMENT VACANT à SAUBENS** Résidence LE VILLAGE 1 Année 1997 - CO-PROPRIÉTÉ en cours de création. Montant des charges de Copropriété : Non communiqué

T3 - 69 m² - Apt n° 112 au 1er étage avec balcon - 5 rue de l'Europe - DPE : C - Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).

• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 91 000 €.
• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 101 000 €

Contactez le Service Vente au 05.81.501.501

VALEUR ET EVENEMENT, SARL au capital de 7 622,45€, 31 Rue Henri Tagneres, 31400 Toulouse, 388 726 101 RCS Toulouse. L'AGE a décidé, le 1.1.2019, de transformer la société en SAS sans la création d'un être moral nouveau. La dénomination de la société, son capital, son siège, sa durée, son objet et la date de clôture de son exercice demeurent inchangés. Président : Mr DE MAILLARD Olivier, 31 Rue Tagneres, 31400 Toulouse, pour une durée indéterminée. Admission aux assemblées et droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Transmission des actions : Cessions libres entre associés et soumises à l'agrément préalable du Président de la société envers les tiers. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Mention au RCS de Toulouse

LOOP 709
SARL au capital de 5.000 €
Siège social :
16 CHEMIN DES AFFIEUX, 31180 Castelnau
833 545 627 RCS de Toulouse
L'AGO du 25/03/2019 a décidé de modifier la dénomination sociale de la société qui devient :
LA FORMATION
Modification au RCS de Toulouse

Mlle Bazillio Alizée, née(e) le 15/09/2000 à Lamentin (97232), demeurant 1 rue Saunière cité Chapou 31000 Toulouse, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronyme celui de **Courtois**.

Mlle Fridel Nadege, née le 01/04/1978 à Brou sur chanteraine (77177), demeurant 167 RUE DE LA PIERRESSE 31810 VERNET agissant au nom de leurs enfants mineurs : M. Kylian Oscar, né le 27/06/2002 Montfermeil M. Mathéo Oscar, né le 07/07/2006 Le blanc mesnil M. Aarone Oscar, né le 24/09/2009 Noyon M. Névéne Oscar, né le 13/06/2012 Compiègne, dépose une requête auprès du garde des sceaux pour demander que leurs enfants porte le nom de **FRIDEL**

SARL J.A.L 31
Capital de 380.800€
9 rue Danielle Casanova, 31120 Portet sur Garonne
533 822 706 RCS de Toulouse
L'AGE du 01/04/2019 a décidé :
- de remplacer la raison sociale J.A.L 31 sarl par LG 33 sarl,
- De transférer le siège social et toutes activités au 9 ter avenue de Bordeaux 33740-Arès.

Pour avis

RECTIFICATIFS

Avis rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue dans le journal d'annonces légales le Journal Toulousain sous le numéro 831 du 21/03/2019 concernant la société **EDC** :
Il fallait lire : Par acte sous seing privé en date du 05/03/2019

Rectificatif à l'annonce parue le 21/03/2019, concernant la société **INS-TITUT SUPERIEUR VIDAL**. Il fallait lire « dénomination : INSTITUT SUPERIEUR VIDAL (ISV-FORMATION PROFESSIONNELLE) » et « AG Ordinaire annuelle et Extraordinaire »

Rectificatif à l'annonce parue le 14/03/2019 concernant **J.A.L 31** et **J.A.L saveurs** il convenait de lire AG du 28/03/2019 a décidé au 31/03/2019 à minuit et non AG du 09/03/2019 a décidé au 10/03/2019.

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 14/03/2019 concernant **STAL-NET FRANCE**. Il convenait de lire SSP du 29/01/2019 et non du 07/02/2019.

Le GIP PPLE lance le portail : **PPLE.fr**

Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **PPLE.fr**

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détiennent les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.

Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

DACIA

Les jours + simples
du 6 au 13 avril

Votre Dacia à partir de **3€⁺/j⁽¹⁾** + **5 ans d'entretien OFFERTS⁽²⁾**

soit 90€ par mois
LLD 61 mois sans apport⁽³⁾

Tout. Simplement.

SÉRIE LIMITÉE TECHROAD

MODÈLES PRÉSENTÉS AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE ET 5 ANS D'ENTRETIEN OFFERTS : DACIA LOGAN MCV Tce 90 À **6,53 €/JOUR**, SOIT 196 €/MOIS. DACIA DUSTER BLUE dci 115 4x2 À **7,20 €/JOUR**, SOIT 216 €/MOIS. DACIA SANDERO Tce 90 À **5,80 €/JOUR**, SOIT 174 €/MOIS. DACIA LODGY BLUE dci 115 5 PLACES À **7,20 €/JOUR**, SOIT 216 €/MOIS. DACIA DOKKER BLUE dci 95 À **6,10 €/JOUR**, SOIT 183 €/MOIS.

[1] Exemple pour Dacia Sandero SCE 75 (niveau de finition Sandero) - 61 loyers de 90€ TTC quel que soit le nombre de jours par mois (soit 3€ TTC par jour pour un mois de 30 jours). [1][3] Location Longue Durée sur 61 mois pour un kilométrage maximum de 60 000 km. En fin de contrat, restitution du véhicule chez votre concessionnaire avec paiement des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 647 265 600 € - Siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. Offres non cumulables, réservées aux particuliers dans le réseau Dacia participant et valables du 1^{er} au 30 avril 2019 pour toute commande d'une Dacia Sandero neuve. [2] Pack Entretien Dacia offert dans le loyer sur 61 mois - 60 000 km (au 1^{er} des deux termes atteint). Voir détail de l'offre Pack Entretien en points de vente et sur dacia.fr. Le Pack Entretien peut être souscrit indépendamment de toute LLD aux conditions disponibles dans le réseau Dacia participant. [4] Au 1^{er} des deux termes atteint. Gamme Dacia : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 3,6/9,1. Émissions CO₂ min/max (g/km) : 96/164. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable.

3 ans
Garantie
ou 100 000 km⁽⁴⁾

www.dacia.fr